

vaseuse qui a été donnée à la question précédente. Voyons si nous ne pourrions pas clarifier un peu les choses, au risque de prendre le député un peu au dépourvu à cette heure-ci de la journée.

Cela m'est égal qu'un député serve d'agent de presse à un ministre, mais quand il se contente de lire un communiqué, toute logique est perdue. Il est très intéressant de noter que les néo-démocrates et les libéraux doivent se porter à la défense des habitants des Maritimes. Si nous devons le faire, c'est notamment parce que les ministériels qu'ils ont élus les ont laissés tomber. Ce cas en est un exemple parfait. Le gouvernement élimine un autre avantage dont jouissait cette région, comme il en a éliminé tant d'autres au cours des cinq dernières années.

Le député a pris la parole pour déclarer que, si c'est assez bon pour le premier ministre, cela devrait l'être aussi pour moi et pour les gens que je représente. Peu m'importent tous les désavantages.

Je voudrais que le député nous décrive brièvement par quels moyens, selon lui, le gouvernement fédéral vient en aide aux habitants des Maritimes, quand nous constatons qu'il ne fait qu'éliminer l'aide financière au développement économique régional, abolir les subventions de transport et couper tout le soutien à l'infrastructure qu'offraient les gouvernements précédent. Bref, il coupe partout.

Avant que nous n'entendions l'exposé budgétaire, dans dix ou douze minutes, ce député de l'arrière-ban a brossé un tableau exact de ce que tous les députés d'en face vont devoir endurer au cours des deux prochaines semaines. Peut-être pourrait-il nous donner une idée de ce que prévoit faire le gouvernement pour les Maritimes.

M. Crosby (Halifax-Ouest): Le député ne semble pas avoir trouvé mon exposé très clair. Je n'ai pas de tableau noir à ma disposition, mais je vais m'efforcer de simplifier le plus possible les choses. Prenons 40 millions de dollars. Il est difficile à un député libéral de saisir les montants d'argent, mais supposons seulement qu'on donne 40 millions de dollars aux sociétés ferroviaires canadiennes. Puis, imaginons ce que ces sociétés vont faire pour la région canadienne de l'Atlantique avec ces 40 millions de dollars. C'est simple: rien du tout. Les installations sont en place depuis une centaine d'années. Ces sociétés n'investiront donc pas un sou de cette subvention dans l'infrastructure.

Nous voulons dépenser autrement ces 40 millions, ou une partie de cette somme. Je ne trouverais rien à redire si quelques millions devaient servir à réduire en partie le déficit, car c'est à cause de lui que nous éprouvons les difficultés économiques actuelles. Cependant, je ne m'at-

tends pas à ce que les députés de l'opposition le comprennent.

Permettez-moi de recourir à un exemple concret, pour le cas où le député n'aurait rien compris la première fois. Le Conseil des agriculteurs de l'Atlantique a fait savoir que les éleveurs des provinces de l'Atlantique utilisaient chaque année un million de tonnes de céréales fourragères. Maintenant, 500 000 tonnes servent à la consommation locale. Les agriculteurs épargnent environ 20 \$ la tonne grâce au tarif de l'Est. Nous n'aurions qu'à subventionner l'achat des céréales fourragères à raison d'environ 20 \$ la tonne pour tirer les agriculteurs de leur difficulté. J'espère que le député a compris.

Nous n'avons pas besoin d'en venir là. Si nous ne protégeons pas les maïsiculteurs de l'Ontario, nous pouvons éliminer les droits compensateurs. Si nous ne protégeons pas d'autres secteurs de l'industrie ailleurs au Canada, nous pourrions permettre les importations. Mais le député de la Saskatchewan a déjà dit non aux importations. Il voudrait que le gouvernement refuse d'importer des céréales fourragères et qu'il oblige les agriculteurs des provinces de l'Atlantique à payer le gros prix pour s'approvisionner en grain de l'Ouest. C'est parce qu'il tient à leur vendre son grain qu'il veut que le gouvernement maintienne le tarif de l'Est. Je ne saurais l'en blâmer. Mais qu'il n'aille pas prétendre vouloir venir en aide aux provinces de l'Atlantique.

• (1620)

M. Crawford: Madame la Présidente, j'aimerais demander des précisions. Je pense avoir entendu le député de Halifax déclarer qu'on essaie d'aider les agriculteurs de l'Est à être plus efficace. Je serai très franc. S'il aide les agriculteurs de l'Est, il faudra qu'il aide ceux du Centre parce que les agriculteurs des deux régions sont en train de disparaître. Je veux qu'il précise ce qu'il a dit au sujet d'un plan pour aider l'agriculteur à devenir plus efficace. Actuellement, nos intrants sont plus élevés que nos recettes. Si le député peut m'expliquer cela, alors peut-être pourrai-je appuyer le projet de loi. J'en doute, mais vous pouvez toujours y aller de vos explications.

M. Crosby: Madame la Présidente, de toute évidence, le député n'est pas au courant de l'aide qui est fournie aux éleveurs de bétail du Canada atlantique grâce au Programme d'aide au transport des céréales fourragères, qui comporte également le versement de subventions. Dans ce cas, cependant, le programme de subvention fait intervenir les bénéficiaires de la subvention, les représentants de l'industrie et le gouvernement.

Nous ne faisons pas que verser des fonds selon une formule établie par le gouvernement libéral il y a 30 ans et que nous aurions dû maintenir, selon le député, sim-